

# URFOL AUVERGNE RHONE ALPES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025



## URFOL AUVERGNE RHONE ALPES

Association  
11 rue du BOTTET  
69140 RILLIEUX LA PAPE

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025

A l'assemblée générale de l'association URFOL AUVERGNE RHONE ALPES,

#### OPINION

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association URFOL AUVERGNE RHONE ALPES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association URFOL AUVERGNE RHONE ALPES à la fin de cet exercice.

#### FONDEMENT DE L'OPINION

---

#### REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## OBSERVATION

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

## JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne les subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## VERIFICATIONS SPECIFIQUES

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

## RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lyon, le 29/05/2026

Le Commissaire aux comptes

EKYLIS AUDIT

GENTIL Maxime



**ANNEXE :**  
**DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

# - BILAN ACTIF -

UNION REGIONALE DES FEDERATIONS DES OEUVRES LAIQUE AUVERGNE- R

du 01/01/2025 au 31/12/2025

	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amort. et Prov.	Net	
Capital souscrit non appelé (I)				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Frais d'établissement (II)				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	3 586	3 586		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	41 243		41 243	41 243
Constructions	295 139	132 343	162 796	168 491
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	658 892	381 215	277 677	338 329
Immobilisations en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières (1)				
Participations	2 000 000		2 000 000	2 000 000
Créances rattachées à participations	750 000		750 000	750 000
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	50 565		50 565	50 565
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (III)</b>	<b>3 799 424</b>	<b>517 144</b>	<b>3 282 281</b>	<b>3 348 628</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stock et en-cours				
Matières premières et approvisionnements				
En cours de production				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				345
Créances (2)				
Créances clients et comptes rattachés	126 155	2 869	123 286	159 442
Autres créances	29 850		29 850	65 943
Charges constatées d'avance	31 314		31 314	27 235
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres	134 353		134 353	134 353
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	376 285		376 285	374 344
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (IV)</b>	<b>697 956</b>	<b>2 869</b>	<b>695 087</b>	<b>761 662</b>
Frais émissions des emprunts (V)				
Primes remboursements emprunts (VI)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VII)				
<b>TOTAL ACTIF GENERAL (I+II+III+IV+V+VI+VII)</b>	<b>4 497 380</b>	<b>520 013</b>	<b>3 977 367</b>	<b>4 110 290</b>
Renvois:				
(1) Dont à moins d'un an :				
(2) Dont à moins d'un an :				



# - BILAN PASSIF -

UNION REGIONALE DES FEDERATIONS DES OEUVRES LAIQUE AUVERGNE- R

du 01/01/2025 au 31/12/2025

	31/12/2025	31/12/2024
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou individuel (dont versé: 0,00 )	1 195 538	1 195 538
Primes d'émission, de fusion, d'apport	129 582	
Ecart de réévaluation	265 648	395 229
Ecart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 958 156	1 956 692
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-5 092	1 465
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)</b>	<b>3 543 831</b>	<b>3 548 923</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Montant des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I Bis)</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL PROVISIONS (II)</b>		
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	220 373	263 612
Emprunts et dettes financières diverses (2)	170	211
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	90 561	142 056
Dettes fiscales et sociales	36 143	26 386
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 631	17 544
Produits constatés d'avance	83 658	111 556
<b>TOTAL DETTES (III)</b>	<b>433 536</b>	<b>561 366</b>
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (IV)		
<b>TOTAL PASSIF GENERAL (I + I bis + II + III + IV)</b>	<b>3 977 367</b>	<b>4 110 290</b>
Renvois :		
(1) Dont à moins d'un an	256 876,00	341 054,00
(2) Dont emprunts participatifs	176 659,00	220 312,00

## - COMPTE DE RESULTAT -

UNION REGIONALE DES FEDERATIONS DES OEUVRES LAIQUE AUVERGNE- R

du 01/01/2025 au 31/12/2025

			31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation	France	Export		
Ventes de marchandises				
Production vendue - biens				
Production vendue - services	726 329		726 329	702 985
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>726 329</b>		<b>726 329</b>	<b>702 985</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			245 846	248 523
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			5 104	13 340
Produits des cessions d'immobilisations, incorporelles et corporelles				
Autres produits			77 902	85 355
<b>Total des produits d'exploitation I (1)</b>			<b>1 055 181</b>	<b>1 050 204</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (1)			501 404	512 777
Impôts, taxes et versements assimilés			31 944	22 261
Salaires			164 370	178 699
Cotisations sociales			41 051	57 172
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux amortissements			70 919	72 190
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux dépréciations				
Dotations d'exploitation sur actif circulant : dotations aux dépréciations			2 869	5 104
Dotations aux provisions				
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
Autres charges			248 827	237 546
<b>Total des charges d'exploitation II (2)</b>			<b>1 061 383</b>	<b>1 085 747</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>			<b>-6 202</b>	<b>-35 543</b>
<b>Quote-part de résultat sur opérations faites en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				



## - COMPTE DE RESULTAT -

UNION REGIONALE DES FEDERATIONS DES OEUVRES LAIQUE AUVERGNE- R

du 01/01/2025 au 31/12/2025

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Produits Financiers</b>		
Produits financiers de participations (2)		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (2)	2 542	1 486
Autres intérêts et produits assimilés (2)	1 595	
Reprises sur dépréciations et provisions		36 000
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total des produits financiers (V)</b>	<b>4 137</b>	<b>37 486</b>
<b>Charges Financières</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (3)	2 574	2 984
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total des charges financières (VI)</b>	<b>2 574</b>	<b>2 984</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (V) - (VI)</b>	<b>1 563</b>	<b>34 502</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)</b>	<b>-4 639</b>	<b>-1 041</b>
Produits Exceptionnels (VII)		2 776
Charges Exceptionnelles (VIII)		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>		<b>2 776</b>
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	453	270
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)</b>	<b>1 059 318</b>	<b>1 090 466</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>1 064 410</b>	<b>1 089 001</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>-5 092</b>	<b>1 465</b>
Renvois:		
(1) dont redevances de crédit-bail mobilier		
(1) dont redevances de crédit-bail immobilier		
(2) dont produits concernant les entités liées		
(3) dont intérêts concernant des entités liées		

## **ANNEXE COMPTABLE**



# UNION REGIONALE DES FEDERATIONS DES OEUVRES LAIQUE AUVERGNE- RHONE-ALPES

## Annexe des Comptes

### de l'exercice clos

le 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 3 977 367€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit comptable de -5 092€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## Informations et méthodes comptables :

### Informations générales et faits significatifs de l'exercice :

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement n° 2023-08 du 22 novembre 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception du changement indiqué au paragraphe ci-après,
- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, et ou méthodes d'évaluation applicables aux différents postes du bilan et du compte de résultat sont décrites ci-après.

## Changement de méthode comptable lié au nouveau plan comptable (ANC 2022-06) :

À compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2025, la société applique le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022, homologué par arrêté du 26 décembre 2023, modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au Plan comptable général (PCG).

Cela concerne la présentation du bilan, du compte de résultat et de l'annexe.

Ce texte, applicable obligatoirement aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, a pour objet de moderniser les états financiers et la nomenclature des comptes, et constitue un changement de réglementation comptable au sens de l'article L. 123-17 du Code de commerce et des articles 831-3, 832-2/2 et 833-2/2 du PCG.

Conformément à l'article 831-3 du PCG, **ce changement de réglementation**, appliqué de **manière prospective**, **est présenté comme un changement de méthode comptable** n'ayant pas à être justifié, le nouveau référentiel s'imposant à l'entité (PCG art. 122-1).

Le règlement ANC n° 2022-06 entraîne notamment :

- Une nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel, limité aux produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel, complétés par certains éléments inscrits par nature en résultat exceptionnel (écritures comptables d'origine purement fiscale, changements de méthode comptable comptabilisés en résultat, corrections d'erreurs) ;
- La suppression de la technique des transferts de charges au profit d'une comptabilisation directe des remboursements de charges et refacturations en produits et charges courants ;
- La modification et la simplification du plan de comptes ;
- La modernisation et la réduction des modèles d'états financiers, ainsi que la réorganisation des informations à fournir en annexe.

L'impact de ce changement de réglementation sur les principaux postes concernés de l'exercice 2025 est présenté ci-après, lorsqu'il est significatif, conformément aux dispositions des articles 831-3, 832-2/2 et 833-2/2 du PCG relatives à l'information sur les changements de réglementation comptable appliqués de manière prospective.

Le bilan et le compte de résultat comparatifs de l'exercice N-1, présentés selon les nouveaux modèles, peuvent différer des états financiers N-1 arrêtés et publiés antérieurement en raison de reclassements rendus nécessaires par l'application du règlement ANC n° 2022-06.

Dans ce cas, le bilan et le compte de résultat N-1, tels qu'ils ont été arrêtés et publiés, sont présentés séparément dans l'annexe des comptes de l'exercice N.



## Informations sur les postes de l'actif du bilan :

### État de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé :

- État de l'actif immobilisé :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévues.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Actif immobilisé Incorporel	Valeur brute début exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebuts	
Frais D'établissement	-	-	-	-	-	-
Autres Immobilisations incorporelles	3 586	-	-	-	-	3 586
<b>Totaux (I)</b>	<b>3 586</b>	-	-	-	-	<b>3 586</b>

Actif immobilisé corporel	Valeur brute début exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebuts	
Terrain	41 243	-	-	-	-	41 243
Constructions	295 139	-	-	-	-	295 139
Installations techniques, matériels et outillages industriels	-	-	-	-	-	-
Installations générales, agencements, aménagements divers	529 196	-	1 375	-	-	530 570
Matériel de transport	37 443	-	-	-	-	37 443
Matériel de bureau et informatique, mobilier	87 682	-	3 197	-	-	90 879
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-
<b>Totaux (II)</b>	<b>990 702</b>	-	<b>4 571</b>	-	-	<b>995 274</b>

• Méthode d'amortissements et de dépréciations :

*Amortissement de l'actif Immobilisé :*

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Amortissements de l'actif immobilisé	Valeur début exercice	Augmentations (+)	Diminutions (-)	Valeur fin exercice
<b>Frais établissement et développement (I)</b>	-	-	-	-
<b>Autres immobilisations incorporelles (II)</b>	<b>3 586</b>	-	-	<b>3 586</b>
Terrain	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	119 648	3 695	-	123 343
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
Constructions inst. générales, agents, amén. constr.	7 000	2 000	-	9 000
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Autres immo. corp.- Inst. générales, agents, aménag. divers	232 308	53 654	-	285 963
Autres immo. corp.- Matériel de transport	27 898	5 311	-	33 209
Autres immo. corp.- Matériel de bureau et inform., mobilier	55 785	6 259	-	62 044
Autres immo. corp - Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
<b>Total Amortissement immobilisations Corporelles (III)</b>	<b>442 639</b>	<b>70 919</b>	-	<b>513 558</b>
<b>TOTAUX (I+II+III)</b>	<b>446 225</b>	<b>70 919</b>	-	<b>517 144</b>

• Immobilisations Financières :

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré. Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice. Les coûts des frais accessoires relatifs à l'acquisition de ces immobilisations n'ont pas été intégrés dans les valeurs immobilisées.

Actif immobilisé financier	Valeur brute début exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebut	
Participations	2 000 000	-	-	-	-	2 000 000
Créances rattachées à des Participations	750 000	-	-	-	-	750 000
Autres Titres Immobilisés	50 565	-	-	-	-	50 565
Prêts et autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
Totaux (III)	2 800 565	-	-	-	-	2 800 565

• Filiales et Participations :

NOM	Valeur Comptable Titres détenus (Brute)	Valeur Comptable Titres détenus (Nette)	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenu	Prêts et avances consenties	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés
Filiales détenues à plus de 50 %							
URFOL CINEMA	2 000 000	2 000 000	- 216 501	100,00	750 000	23 905	

Participations URFOL CINEMA

Un apport partiel d'actif à la SASU URFOL CINEMA, avec effet rétroactif au 01/01/2017, a été effectué, placé sous le régime de faveur de l'Art 210 A du CGI.

En application de l'Art 42 septies du CGI, les subventions d'investissement et fonds de soutien du CNC, qui financent les investissements de l'activité cinéma, ont été repris au 01/01/2017 dans la SASU URFOL CINEMA.

Les reprises de subventions d'investissement et de fonds de soutien du CNCC ont été déduites fiscalement conformément à l'article 42 septies du CGI du fait de la reconstitution, dans les comptes de la SAS URFOL Cinéma, des subventions d'investissement et des fonds de soutien par imputation sur le report à nouveau, avec option pour l'imposition étalée dans la SAS URFOL Cinéma de la fraction restant à imposer comme indiqué dans le traité d'apport partiel d'actif.



L'apport partiel d'actif s'est élevé à 1 330 000€ et s'est traduit par une augmentation du poste titres de participation de l'association.

En 2020, la SAS URFOL Cinéma a procédé à une augmentation de capital portant ainsi ce dernier à 2 000 000€. Le poste titres de participation de l'association a été augmenté en conséquence.

Au 31/12/2021, ces titres ont fait l'objet d'une provision de 36 000 € compte tenu des risques encourus sur le projet ROUSSILLON CINEMA. Cette provision a été reprise au 31/12/2024.

#### Dépréciation de l'actif Immobilisé :

Dépréciation Actif Immobilisé	Valeur début exercice	Augmentations (+)	Diminutions (-)	Valeur fin exercice
Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations Corporelles	-	-	-	-
Immobilisations Financières	-	-	-	-
<b>TOTAUX</b>	-	-	-	-

#### Produits à Recevoir :

Produits à recevoir		Montant
<i>Intérêts Cours</i>	Immobilisations Financières	-
	Participation Groupe	-
	Participation Hors Groupe	-
	Clients	-
	Associés	-
	Valeurs Mobilières de Placement	-
<i>Autres Produits</i>	Facture à Établir	8 099
	RRR à obtenir, Avoir à Recevoir	-
	Personnel	-
	Sécurité Sociale	-
	État	-
	Divers	-
<b>TOTAL</b>		<b>8 099</b>

État des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur comptable.

État des créances		Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		750 000	-	750 000
Prêts		-	-	-
Autres immobilisations financières		-	-	-
Clients douteux ou litigieux		2 869	-	2 869
Autres créances clients		123 286	123 286	-
Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie antérieurement constatée		-	-	-
Personnel et comptes rattachés		-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		-	-	-
État et collectivités Publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	6 029	6 029	-
	Autres impôts et taxes	-	-	-
	Divers	9 223	9 223	-
Groupe et associés		-	-	-
Débiteurs divers		14 598	14 598	-
Charges constatées d'avance		31 314	31 314	-
TOTAUX		937 318	184 449	752 869
Prêts accordés en cours d'exercice		-		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		-		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		-		

Charges Constatées d’Avance :

Libellé	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	31 314		

## Informations sur les postes du passif du bilan :

### Informations sur les provisions pour risques et charges :

- Passifs et provisions :

### État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Évaluation des dettes : Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

État des dettes	Montant Brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A + 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an max. à l'origine	61	61	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à + de 1 an à l'origine	220 312	43 653	89 395	87 264
Emprunts et dettes financières divers	170	170	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	90 561	90 561	-	-
Personnel et comptes rattachés	11 441	11 441	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	14 949	14 949	-	-
Impôts sur les bénéfices	453	453	-	-
T.V.A	8 705	8 705	-	-
Obligations cautionnées	-	-	-	-
Autres impôts et taxes	595	595	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	-	-	-	-
Autres dettes	2 631	2 631	-	-
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	83 658	83 658	-	-
<b>TOTAUX</b>	<b>433 536</b>	<b>256 876</b>	<b>89 395</b>	<b>87 264</b>
<i>Dont Emprunts souscrits en cours d'exercice</i>	-			
<i>Dont Emprunts remboursés en cours d'exercice</i>	43 241			
<i>Dont Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques</i>	-			



## Charges à Payer :

Charges à Payer		Montant
<i>Congés payés</i>	Congés payés	11 441
	Charges sociales	5 092
	Charges fiscales	-
<i>Intérêts Courus</i>	Emprunts et Dettes	170
	Dettes participations Groupes	-
	Dettes participations Hors Groupe	-
	Dettes sociétés en participation	-
	Fournisseurs	-
	Associés	-
	Banques	61
	Concours bancaires courants	-
<i>Autres Charges</i>	Factures à recevoir	41 764
	Remise Rabais Ristournes, Avoir à établir	1 920
	Participations des salariés	-
	Personnel	-
	Organismes Sociaux	-
	Autres charges fiscales	-
	Divers	-
<b>TOTAL</b>		<b>60 448</b>

## Produits constatés d'avance :

Libellé	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Produits constatés d'avance	83 658		

*Pensions, Retraites et versements similaires :*

Le montant des engagements en matière de retraite n'a pas été retranscrits dans la présente car celui-ci est non significatif.